

Genève, le 30 novembre 1938.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

**QUARANTE-HUITIÈME RAPPORT  
DU COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN BULGARIE**

(PÉRIODE JUILLET-SEPTEMBRE 1938)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION . . . . .	3
I. BUDGET :	
1. Equilibre budgétaire . . . . .	3
2. Recettes . . . . .	4
3. Dépenses . . . . .	4
4. Crédits supplémentaires . . . . .	4
5. Lois relatives à l'équipement militaire et économique du pays . . . . .	4
6. Trésorerie . . . . .	5
II. DETTE PUBLIQUE . . . . .	5
III. GÉNÉRALITÉS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE . . . . .	6
a) Banque nationale . . . . .	6
b) Banque agricole et coopérative . . . . .	7
c) Banques privées . . . . .	7
d) Allègement des débiteurs . . . . .	8
IV. COMMERCE EXTÉRIEUR . . . . .	9
V. AGRICULTURE . . . . .	9
VI. COOPÉRATIVES . . . . .	10
VII. ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS BULGARES . . . . .	10
VIII. EMPRUNT DE STABILISATION 7 1/2 % 1928 . . . . .	11
<i>Appendices.</i>	
I. BUDGET :	
a) Résultats provisoires des neuf premiers mois de l'exercice 1938 comparés aux résultats des exercices précédents . . . . .	12
b) Résultats mensuels des trois derniers mois . . . . .	14
c) Situation détaillée et comparée des recouvrements des impôts directs pour les neuf premiers mois de l'exercice 1938 . . . . .	15
d) Situation de la Trésorerie, juillet-septembre 1938 . . . . .	15
II. ARTICLE 120 a) DE LA LOI SUR LE BUDGET, LA COMPTABILITÉ ET LES CONTRATS (DU 26 FÉVRIER 1936) . . . . .	16
III. SITUATION DE LA BANQUE NATIONALE DE BULGARIE . . . . .	16
IV. SITUATION DES BANQUES PRIVÉES . . . . .	17
V. EXPORTATION DES PRINCIPALES ESPÈCES DE MARCHANDISES . . . . .	17
VI. DONNÉES GÉNÉRALES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES . . . . .	18

Série de Publications de la Société des Nations

II. QUESTIONS ÉCONOMIQUES  
ET FINANCIÈRES  
1938. II.A. 22.



## INTRODUCTION

1. Le Gouvernement bulgare ayant présenté sa démission le 14 novembre, M. Kiosséïvanov, appelé à nouveau par le Roi, a constitué son sixième cabinet. M. Bojiloff, précédemment gouverneur de la Banque nationale, a été appelé aux fonctions de ministre des Finances. M. Gounev, ancien ministre des Finances et sous-gouverneur de la Banque nationale, est chargé de gérer la Banque.

2. La gestion du budget de 1938 reste favorable. Les recettes de l'Etat et des chemins de fer pour les neuf premiers mois sont supérieures de 58 millions de leva aux dépenses (effectives et en souffrance). L'on enregistre une plus-value de recettes par rapport à l'année dernière de 10% et par rapport aux prévisions budgétaires de 4%.

3. Le Parlement bulgare a autorisé le Gouvernement à poursuivre à concurrence de 5.800 millions de leva la réalisation d'un grand programme d'équipement militaire et économique du pays. Les dépenses à faire sont relatives à des fournitures (la plupart de l'étranger) pour l'armée (4.250 millions), pour les chemins de fer (1.000 millions), pour les grands travaux (550 millions) : elles devront être réglées dans un délai maximum de douze ans à partir de 1942. Des bons du Trésor, venant à échéance au cours de ce délai, seront remis en paiement aux fournisseurs ; les budgets de l'Etat devront ouvrir chaque année aux ministères intéressés les crédits nécessaires pour assurer le service (intérêt et amortissement) des bons émis.

4. La dernière récolte de blé a été abondante, mais la chute des prix sur les marchés internationaux a, jusqu'à présent, empêché la Direction des céréales de réaliser aucune vente du surplus exportable à l'étranger. Les récoltes des autres céréales, des graines oléagineuses et du tabac ont été ou s'annoncent en regression sensible sur les récoltes de l'année dernière.

5. Les renseignements statistiques à fin août sur le mouvement des prix et le volume de la production et des échanges sont favorables ; néanmoins, l'on prétend que, soit parce que la statistique ne tiendrait pas compte de tous les éléments, soit parce que les chiffres dont elle a fait usage seraient relativement anciens, la réalité est quelque peu différente. L'on se plaint d'une hausse générale des prix et du coût de la vie.

6. Les importations bulgares pendant les neuf premiers mois sont inférieures à celles de l'année dernière. La diminution des exportations de céréales et de graines oléagineuses a été compensée par une amélioration des exportations de tabac et de fruits.

La balance commerciale des neuf mois est favorable de 334 millions de leva.

7. Le présent rapport a été établi par M. Pierre Cheysson, commissaire de la Société des Nations en Bulgarie, avec la collaboration de M. Köstner, conseiller auprès de la Banque nationale de Bulgarie.

## I. BUDGET

### 1. *Equilibre budgétaire* (cf. appendice I, a)).

A la fin du neuvième mois de gestion (30 septembre), le budget de 1938 se présente comme suit :

	Millions de leva		
	Etat	Chemins de fer	Total
Recettes effectives globales . . .	5.574,6	1.520,2	7.094,9
Dépenses globales :			
Effectives . . . . .	5.046,0	1.361,4	
En souffrance . . . . .	485,7	144,0	
	<u>5.531,7</u>	<u>1.505,4</u>	<u>7.037,1</u>
Solde . . . . .	+ 42,9	+ 14,9	+ 57,8

Au cours des mois de juillet, août et septembre, la situation s'est développée comme suit :

	Juillet			Août			Septembre		
	Etat	Chemins de fer	Total	Etat	Chemins de fer	Total	Etat	Chemins de fer	Total
	(En millions de leva)								
Encaissements . . . . .	592,6	172,6	765,2	545,1	246,9	792,0	713,5	214,8	928,3
Décaissements (effectifs et en souffrance) . . . . .	655,9	164,5	820,4	559,2	165,6	724,8	614,1	248,2	862,3
Solde du mois . . . . .	- 63,3	+ 8,1	- 55,2	- 14,1	+ 81,3	+ 67,2	+ 99,4	- 33,4	+ 66,0
Solde antérieur . . . . .	+ 21,0	- 41,2	- 20,2	- 42,3	- 33,1	- 75,4	- 56,4	+ 48,2	- 8,2
Solde global à la fin du mois . . . . .	- 42,3	- 33,1	- 75,4	- 56,4	+ 48,2	- 8,2	+ 43,0	+ 14,8	+ 57,8

Le déficit, qui était tombé à 20,2 millions à fin juin, s'est aggravé en juillet, mais les mois d'août et de septembre ont été favorables et pour la première fois, depuis le début de l'année, l'on a pu enregistrer au 31 août un excédent des encaissements sur les dépenses (effectives et en souffrance).

La situation se développe comme l'année dernière, à cette exception près qu'en 1937, les mois d'août et de septembre étaient encore déficitaires. Il faut espérer que l'analogie se poursuivra et que les trois derniers mois de 1938 seront favorables comme l'ont été ceux de 1937.

## 2. Recettes.

Les recettes effectivement encaissées par l'Etat et les Chemins de fer continuent à être supérieures à celles encaissées au cours de la période correspondante de 1937, mais le pourcentage de plus-value relevé dans le dernier rapport pour les six premiers mois (+ 16%) est tombé à 10%.

Les recettes globales de l'Etat et des Chemins de fer au cours des trois derniers mois envisagés n'ont dépassé que de 44,2 millions les recettes correspondantes de 1937 (1,8%); les recettes effectives de l'Etat seul au cours de cette période ont même été inférieures de 2,5% aux recettes correspondantes de l'année dernière. Cette diminution est due à une réduction en septembre des recettes extraordinaires qui sont passées de 167,1 millions en 1937 à 92,4 millions en 1938 (— 74,7 millions) (cf. appendice I, b)); le Trésor avait fourni une contribution extraordinaire au titre d'excédents budgétaires antérieurs de 166,5 millions en septembre 1937, alors qu'en septembre 1938 le versement du Trésor n'a été que de 91,8 millions. Les recettes ordinaires normales du budget de l'Etat au cours des trois mois sont en légère augmentation sur celles de l'année précédente.

Les recettes des Chemins de fer pour les neuf premiers mois restent supérieures de 28% aux recettes encaissées l'année dernière.

Par rapport aux prévisions (cf. appendice I, a)), les recettes globales de l'Etat et des Chemins de fer sont en excédent de 4%.

## 3. Dépenses.

Le montant des dépenses effectives et en souffrance des budgets de l'Etat et des Chemins de fer au cours des neuf premiers mois de 1938 dépassent de 613,2 millions (9,5%) le montant des dépenses correspondantes en 1937.

Les crédits autorisés ont été dépassés de 323 millions (4,5%); les observations formulées à ce sujet dans les précédents rapports subsistent.

## 4. Crédits supplémentaires.

Une loi du 15 novembre 1938 a ouvert au Ministère des Chemins de fer un budget supplémentaire de 116,2 millions, dont 50 millions correspondent à une nouvelle contribution à la Direction générale des constructions (section construction de nouvelles lignes de chemins de fer) et 31 millions à des achats de charbon.

Les dépenses à faire sont sans autre couverture que les excédents de recettes attendus du budget des Chemins de fer (au 30 septembre, ces excédents de recettes s'élevaient à 14,9 millions).

Dès le 24 octobre, M. Gounev, ministre des Finances, faisait voter en première lecture par le Parlement un budget supplémentaire de 123 millions comportant entre autres des crédits nouveaux de 65 millions pour l'armée, de 30 millions pour une subvention au fonds des routes et de 8 millions pour les besoins de la Direction de la presse. Lors du vote intervenu après la discussion en deuxième lecture de ce dernier crédit, le 9 novembre, le Gouvernement fut mis en minorité de deux voix.

Les crédits étaient couverts à concurrence de 30 millions (destinés au fonds des routes) par le solde de l'économie résultant de l'arrangement conclu en novembre 1936 avec les associations de porteurs d'emprunts extérieurs de l'Etat. L'excédent de recettes budgétaires déjà réalisé et l'excédent attendu jusqu'à la fin de l'année devraient couvrir le surplus des crédits.

## 5. Lois relatives à l'équipement militaire et économique du pays.

Au cours de la session ordinaire, le Parlement a été saisi de trois lois relatives à l'équipement militaire et économique du pays. Les crédits ouverts s'élèvent à 5.800 millions, à savoir :

	Millions de leva
Pour le Ministère de la Guerre (fourniture d'armes et de munitions, de machines, d'appareils, de matériel, d'habillement et d'équipement et travaux nécessaires à la défense nationale ( <i>Journal Officiel</i> , N° 248, du 7 novembre 1938) . . . . .	4.250
Pour le Ministère des Travaux publics (Direction générale des constructions) :	
Pour les routes (fournitures de rouleaux, wagonnets, fer, machines, etc.) . . . . .	150
Pour la construction de nouvelles lignes de chemins de fer . . . . .	400
	—
	550
Pour le Ministère des Chemins de fer, fourniture de locomotives, wagons, rails . . . . .	1.000

Les sommes dues porteront un intérêt maximum de 6% l'an et pourront être amorties en douze années maximum, à partir de 1942. C'est, en effet, à partir de 1942 que les budgets seront libérés de la plupart des annuités actuellement payées pour l'amortissement des dettes

contractées depuis 1934 pour différentes fournitures (affaire dite de compensation et programmes militaires de 1935 et suivants).

Les fournitures pourront, pour la plupart, être faites sans recourir à l'adjudication d'après les dispositions de l'article 120 a) de la loi sur le budget, la comptabilité et les contrats du 26 février 1936, qui est donné en appendice II.

Le paiement des fournitures se fera en bons du Trésor échéant tous les six mois et portant un intérêt maximum de 6% l'an. Il est prévu que des avances (en bons du Trésor) pourront être consenties aux fournisseurs agréés jusqu'à concurrence de 30 ou 40% de la valeur des commandes faites.

Les crédits nécessaires pour l'exécution des engagements pris (intérêts et amortissement) seront chaque année prévus dans le budget des ministères intéressés, à partir de 1939.

6. *La Trésorerie* reste aisée. L'avoir du Trésor public à la Banque nationale était, à fin septembre, de 966,4 millions, en augmentation de 190 millions sur l'avoir à fin juillet.

Mais le montant des paiements en souffrance qui, depuis le début de l'année, était resté compris entre 400 et 500 millions, s'est élevé à fin septembre à 629,7 millions. Comme il a été indiqué dans le précédent rapport, c'est là un phénomène qui se renouvelle chaque année au cours des derniers mois de l'exercice.

## II. DETTE PUBLIQUE

L'accord conclu avec les associations de porteurs le 24 décembre 1936 expire le 31 décembre prochain.

Conformément à l'engagement pris en 1936, le Gouvernement bulgare envoie le 21 novembre à Londres une délégation présidée par le ministre des Finances, pour y discuter avec les représentants des porteurs les conditions dans lesquelles sera assuré le service des emprunts antérieurs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939.

Il est rappelé qu'en exécution de l'accord en vigueur, le Gouvernement bulgare transfère en devises étrangères, aux dates prévues par les contrats d'emprunts, 32½% du montant des coupons venant à échéance et que ces versements éteignent les obligations du Gouvernement bulgare sans recours possible des porteurs pour les sommes excédant les 32½% ainsi payées.

La situation de la Dette publique au 30 septembre était la suivante :

a) <i>Dette flottante.</i>	Millions de leva
1. Bons du Trésor à court terme escomptables par la Banque nationale ou divers fonds . . . . .	458,3
Situation sans changement depuis fin mars 1938.	
Le Trésor dispose de la faculté d'escompter 800 millions de bons.	
2. Bons émis en paiement de diverses fournitures (à la Direction générale des Chemins de fer et au Ministère de la Guerre principalement) . . . . .	1.459,0
La plupart de ces bons viennent à échéance avant 1942, sont libellés en leva et portent un intérêt de 6% l'an. Leur service (intérêt et amortissement) est assuré sur les crédits spéciaux ouverts chaque année par le budget à chacun des ministères intéressés.	
3. Il existe en outre des bons du Trésor de garantie représentant 90% de la valeur des scrips des emprunts extérieurs de l'Etat et représentant la valeur des arriérés non payés du 1 <sup>er</sup> avril 1932 au 1 <sup>er</sup> avril 1934. . . . .	(mémoire)
4. Autres dettes . . . . .	789,5
Total de la dette flottante . . . . .	<u>2,706,8</u>
b) <i>Dette consolidée.</i>	
Emprunts extérieurs :	Millions de leva
d'avant guerre . . . . .	9.213,0
d'après guerre :	
7% 1926 . . . . .	1.173,7
7½% 1928 . . . . .	2.502,3
divers . . . . .	293,1
	<u>3.969,1</u>
Emprunts intérieurs . . . . .	13.182,1
Dette de l'Etat envers la Banque nationale . . . . .	2.645,4
	<u>3.467,7</u>
	19.295,2
c) <i>Dette garantie par l'Etat.</i>	
Emprunts extérieurs . . . . .	482,6
Emprunts intérieurs . . . . .	6.821,0
	<u>7.303,6</u>

### III. GÉNÉRALITÉS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Le mouvement des prix de gros se caractérise comme suit : l'index général n'a cessé de s'élever depuis mars et s'est établi en août à 122,6, contre 119,6 en août 1937 ; l'index des prix des produits exportés est en août de 170,9, contre 141,3 en août 1937 ; celui des produits importés de 105,2, contre 118,5 à la même époque de l'année dernière ; l'index des prix intérieurs est, pour les produits agricoles, de 141,5 contre 130 l'année passée, et pour les produits industriels de 104,5, contre 106,8. La situation continue donc à évoluer favorablement pour le paysan ; le coût de la vie dans les villes a, par contre, augmenté dans les derniers temps et l'indice est passé de 95,3 à 98,2 d'août 1937 à août 1938.

Le volume de la production industrielle cette année a été constamment au-dessus du volume de cette production au cours de l'année dernière, sauf en avril ; l'index en juillet 1938 était de 160,9 contre 157,7 en juillet 1937. Le montant des ventes des fabriques, comme celles des coopératives de consommation sont, elles aussi, supérieures à celles de 1937. Les chemins de fer ont, au cours des huit premiers mois, transporté 6,5 millions de voyageurs et 3,3 millions de tonnes de marchandises, contre 5,6 millions de voyageurs, et 2,9 millions de tonnes de marchandises au cours de la période correspondante de 1937. Les permis de construire portent sur 1,7 million de mètres cubes, contre 1,5 million de mètres cubes en 1937. Toutefois, les chômeurs (4.629 en août) étaient plus nombreux que l'année dernière (3.819). Le total des dépôts était de 14 milliards à la fin de juillet, dépassant de 1,4 milliard le montant des dépôts à fin juillet 1937 : les placements et investissements s'élevaient à 12,6 milliards de leva (12,3 en 1937).

La situation générale, pour autant qu'on la juge d'un point de vue statistique, n'apparaît donc pas en régression. Toutefois, les renseignements obtenus s'arrêtent à fin août, et l'on prétend que depuis lors la situation s'est modifiée défavorablement. L'on doit remarquer, en outre, que, si jusqu'en août 1938, le coût général de la vie avait peu augmenté, il n'en était pas de même du coût de la nourriture qui, officiellement, était alors de 8% plus élevé qu'en août 1937, et qui ne cesse de croître (*cf.* plus loin « Agriculture » les prix comparés des haricots secs, des pommes de terre, etc., en août 1937 et 1938). Les salaires et traitements ne paraissent pas avoir été adaptés à cette augmentation ; l'on en trouve un témoignage indirect dans le fait que le nombre des tickets de cinéma et lieux de distraction vendus pendant les huit premiers mois de 1938 (2,4 millions) est inférieur à celui qui a été vendu pendant la même période de 1937 (2,6 millions).

#### a) Banque nationale.

Chaque année, à pareille époque, l'on constate une augmentation de la circulation ; elle a été, cette année, beaucoup plus importante que l'année précédente, comme le montre le tableau ci-après :

	15 octobre	15 juillet	Différence
	(Millions de leva)		
Circulation totale en 1938 . . . . .	4.558	3.628	+ 929
Circulation totale en 1937 . . . . .	4.390	3.611	+ 779

Il faut en chercher la raison dans l'élévation du prix payé pour le blé par la Direction des céréales et aussi dans les nouvelles avances consenties au Gouvernement par la Banque agricole et coopérative.

Le portefeuille commercial escompté par la Banque nationale ne s'est accru au cours de la période considérée que de 221 millions alors qu'au cours de la même période, en 1937, l'accroissement était de 506 millions. Les dépôts des banques à la Banque nationale ont été réduits de 2.316 millions en juillet à 1.269 millions en octobre, soit plus d'un milliard de leva, alors que la diminution correspondante en 1937 était seulement de 267 millions de leva ; cela tient au fait que la Banque agricole et coopérative a, cette année, assuré seule le financement des achats de la Direction des céréales. Si l'on examine les chiffres des dépôts globaux (et non pas seulement des dépôts bancaires), l'on remarque une diminution de 640 millions au cours des trois mois envisagés ; elle était de 65 millions pour la même période (juillet-octobre) de 1937. L'accroissement de la circulation monétaire cette année est entièrement dû au retrait de dépôts par les banques, alors que l'année dernière les avances aux banques privées pour le financement d'une partie des achats de la Direction des céréales contribuaient à cet accroissement.

Le montant des devises de la Banque nationale (principalement des devises libres) a diminué au cours de la période considérée de 100 millions de leva. L'impossibilité qu'a éprouvée jusqu'à présent la Direction des céréales à vendre du blé à l'étranger du fait de la chute des prix sur les marchés internationaux, les prohibitions d'exportation de céréales, de fourrage, de graines oléagineuses auxquelles le Gouvernement a été amené par la diminution des quantités récoltées en 1938, ont enlevé à la Bulgarie une part importante des devises qu'elle avait reçues les années précédentes (contrevaletur de plus d'un milliard de leva). Le manque de devises libres au marché des compensations est sensible, et la tendance sur la valeur de la prime est très soutenue.

b) *Banque agricole et coopérative.*

La situation de la Banque a subi de notables changements au cours des mois de juillet à octobre, dont quelques-uns sont énumérés ci-dessous :

ACTIF	1 <sup>er</sup> janvier 1938	30 juin 1938 (Millions de leva)	30 septembre 1938
Caisse et Banque nationale . . . . .	1.493,2	2.023,4	852,1
Obligations de la Caisse d'amor- tissement :			
a) reçues directement . . . . .	1.800,5	1.800,5	1.800,5
b) reçues des coopératives . . . . .	501,8	544,3	550,0
Autres obligations . . . . .	279,3	498,9	592,5
Prêts et avances :			
Prêts à des particuliers . . . . .	1.188,1	1.027,7	1.012,8
Emprunts aux coopératives . . . . .	2.646,1	2.549,1	2.724,8
Emprunts aux établissements . . . . .	1.345,7	1.159,4	1.708,2
Prêts en recouvrement forcé . . . . .	217,7	212,0	215,7
Marchandises . . . . .	5.397,7	4.948,3	5.661,7
Divers . . . . .	351,3	443,8	479,8
	302,0	292,4	288,8
 PASSIF			
Capital et fonds . . . . .	1.148,7	1.150,7	1.150,6
Emprunts à long terme . . . . .	475,0	474,8	474,8
Dépôts de l'Etat et des établis- sements publics . . . . .	4.654,0	4.873,8	4.616,9
Dépôts privés . . . . .	3.806,0	3.865,0	3.814,3
	8.460,0	8.738,8	8.431,2

La diminution considérable des disponibilités de caisse (1.171 millions de leva) est sensiblement égale à l'accroissement de la circulation monétaire (1.042 millions) ; elle est due aux opérations suivantes :

	Millions de leva
Achat d'obligations d'Etat . . . . .	93,4
Nouveaux prêts aux coopératives . . . . .	275,8
Emprunts nouveaux consentis aux établissements publics . . . . .	548,8
Retrait de dépôts par les établissements publics . . . . .	256,9
	<hr/>
	1.174,9

Les nouvelles avances à l'Etat et aux collectivités publiques et les retraits de fonds effectués par eux représentent les trois quarts des opérations ci-dessus.

c) *Banques privées.*

Les rapports et les bilans à fin 1937 des banques privées ont été publiés ; il paraît intéressant à cette occasion de voir comment elles ont évolué après la dernière crise financière. Depuis la fin de 1931, le nombre des banques est passé de 131 à 87, dont 16 sont en liquidation. Cette réduction importante a été accomplie grâce, en partie, à la création d'une importante banque, à moitié d'Etat, le Crédit bulgare qui, à lui seul, a absorbé vingt banques privées.

Les bilans de 1937 font apparaître, pour la première fois depuis 1931, un léger excédent du montant global des profits sur les pertes. L'appendice IV donne le bilan global résumé des banques privées au début de la crise, au point culminant de la crise et à la fin de 1937. En six années, le capital des banques a été amorti de 505 millions de leva et, au cours des trois premières années de la crise, le montant des dépôts est tombé de 3.872 millions à 2.639 millions, soit près d'un tiers ; depuis lors, le total des dépôts n'a augmenté que de 250 millions et est resté, en définitive, d'un milliard inférieur à celui du début de la crise. Etant donné que le montant des dépôts dans le pays au cours de la même période s'est accru, il faut en déduire que le milliard perdu par les banques privées a pris le chemin des caisses d'épargne publiques, banques d'Etat et coopératives ; c'est la Banque agricole et coopérative qui a profité le plus de cette redistribution des dépôts en enregistrant un accroissement du montant de ses dépôts de 4.864 millions de leva à fin 1931 à 8.460 millions à fin 1937 (la Banque agricole et coopérative avait absorbé en 1934 une autre banque d'Etat, la Banque coopérative, avec environ 1 milliard de dépôts). Ajoutons que, parmi les banques privées, on compte aussi le Crédit bulgare dont il a été parlé plus haut, dont la majorité des actions appartient à l'Etat et dont les dépôts s'élèvent à environ 800 millions.

La situation des banques privées est donc plus faible qu'au début de la crise : le réescompte est à la fin de 1937 plus élevé de 460 millions de leva qu'en 1934 et les disponibilités de caisse plus réduites ; la liquidité est moins grande et leur activité dépend, plus que par le passé, de l'importance des facilités accordées par la Banque nationale.

Il est à remarquer que les actifs des banques privées ont toujours été relativement liquides : pendant les trois premières années de la crise, les banques ont pu payer 1.200 millions aux déposants et 150 millions d'effets réescomptés. Etant donné le moratoire de fait pour tous les débiteurs, 1.400 millions de leva ou plus d'un tiers du portefeuille commercial a été résorbé au cours des trois ans, et il en est résulté que le pourcentage relatif des disponibilités de caisse en 1934 a dépassé le pourcentage de 1931. La liquidation de la crise s'est accomplie de façon remarquable : elle a prouvé la solidité du système bancaire qui n'a fait appel qu'occasionnellement à la Banque nationale.

Au cours de la période de réorganisation qui a commencé en 1934, les banques privées ont pu recouvrer ou amortir la moitié de leurs créances douteuses ; elles ont aujourd'hui tendance à modifier leur politique de crédit et à préférer l'escompte des effets aux avances à plus ou moins long terme.

d) *Allégement des débiteurs.*

Au 30 septembre 1938, 205.482 allègements accordés avaient été comptabilisés comme suit : 534.899 créanciers étaient crédités de 5.149,9 millions de leva et 205.482 débiteurs débités de 4.894 millions ; cette somme comprend les intérêts futurs décomptés à 5% rétroactivement à partir du 7 avril 1936, date du premier paiement d'intérêts ; la somme due en capital au 7 avril 1935 était de 3.650,5 millions de leva. L'allègement moyen accordé apparaît voisin de 30%. Il reste encore à comptabiliser 4.089 dossiers pour lesquels une décision favorable est intervenue ; il en résulterait une augmentation des obligations à émettre d'environ 111 millions. Les obligations déjà émises représentent 4.485 millions de leva ; il reste à émettre 664,4 millions pour atteindre le total de 5.149,9 millions ci-dessus. La répartition des créanciers est donnée dans le tableau suivant :

Créanciers	Total des obligations à émettre	%
	Millions de leva	
Banque agricole et coopérative . . . . .	1.891,047	36,7
Banque nationale . . . . .	26,485	0,5
Banques populaires . . . . .	595,222	11,6
Coopératives . . . . .	806,545	15,7
Banques privées . . . . .	321,007	6,2
Particuliers . . . . .	1.509,600	29,3
<b>Total . . . . .</b>	<b>5.149,908</b>	<b>100,0</b>

Les règlements effectués par les débiteurs depuis l'origine ont été :

	En espèces	En obligations	Total
		(En milliers de leva)	
1935 . . . . .	6.807	—	6.807
1936 . . . . .	145.073	22.196	167.269
1937 . . . . .	132.870	260.101	392.971
1 <sup>er</sup> janvier-30 septembre 1938 . . . . .	36.375	125.313	161.688
<b>Total au 30 septembre 1938</b>	<b>321.124</b>	<b>407.610</b>	<b>728.734</b>

Les paiements en espèces ont atteint leur maximum en 1936. En 1937, une loi autorisa les débiteurs à payer 50% des intérêts et de l'amortissement en obligations ; les 50% autres devant être payés en espèces. Les rentrées en espèces de la Caisse d'amortissement en 1938 atteindront difficilement 50 millions ; entre temps, les paiements en obligations ont, eux aussi, brusquement fléchi. C'est la conséquence d'une mesure prise le 4 août 1938 par le Gouvernement accordant un moratoire jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1939 pour toutes les dettes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1931 et aussi de l'espoir qu'ont les débiteurs de voir prochainement étendre les allègements qui leur ont déjà été accordés.

Il y a lieu de remarquer que les chiffres ci-dessus représentent non seulement les paiements au titre des annuités dues, mais aussi au titre des remboursements anticipés de capital (qui peuvent être effectués en obligations au pair, si au moins 15% du capital dû est remboursé) ; le montant net des annuités payées est donc inconnu et la comptabilité de la Caisse d'amortissement évaluait à 47% la proportion des annuités effectivement payées ; depuis lors, la situation s'est considérablement aggravée : sur un total de versements au cours des neuf mois de 1938 (cf. le tableau) de 161,7 millions, la part des remboursements de capital s'élève à 103,3 millions ; si l'on admet ce chiffre et si l'on suppose que le surplus (58,4 millions) correspond au paiement de la semestrialité d'avril évaluée par la Caisse à 231,4 millions, la proportion de la dette effectivement réglée tomberait à 26%. L'importance des remboursements anticipés de capital cette année est due en partie à la politique de la Banque agricole et coopérative, qui a consenti aux débiteurs des avances pour leur permettre d'effectuer en obligations les remboursements du capital dû par eux.

Jusqu'à présent (après paiement du coupon du 7 août 1938), la Caisse d'amortissement a dû décaisser ou constituer provision pour le service contractuel des obligations émises ou à émettre 561,9 millions de leva ; et elle a dû recevoir des débiteurs (cf. tableau ci-dessus) 321,1 millions de leva. Si l'on tient compte, en outre, des frais de gestion de la Caisse depuis l'origine



(85 millions), le déficit de la Caisse serait de 325,8 millions, dont 60 millions resteraient à verser pour le service d'obligations non encore émises (664,4 millions). Les budgets de l'Etat de 1935 à 1938 ont ouvert au ministre des Finances (Direction générale de la Dette publique) 360 millions de crédits au titre de subventions à verser à la Caisse d'amortissement pour couvrir son déficit.

Depuis 1936, les encaissements d'espèces n'ont cessé de diminuer et les paiements annuels en obligations n'ont jamais atteint même le montant de l'amortissement annuel contractuel imposé à la Caisse, aussi l'avenir de la Caisse, si cet état de choses n'est pas modifié, apparaît inquiétant.

Une première analyse des documents tendrait à établir que 94,7% des débiteurs bénéficiant d'allégement sont des agriculteurs, 4,2% des artisans et 1,6% des commerçants. La dette moyenne d'un agriculteur serait de 22.000 leva, celle d'un artisan de 30.000 et celle d'un commerçant de 76.000 (intérêts de la dette compris).

#### IV. COMMERCE EXTÉRIEUR

La comparaison du commerce extérieur bulgare au cours des neuf premiers mois de 1938 et de 1937 est la suivante (en milliers de leva) :

	1937	1938	+ ou —
Importations . . . . .	3.701,1	3.431,5	— 269,5
Exportations . . . . .	3.376,5	3.441,1	+ 64,6
Balance . . . . .	— 324,6	+ 9,6	+ 334,2

La comparaison est rendue difficile du fait que les valeurs de 1938 renferment la prime de compensation que ne comprenaient pas les valeurs de 1937.

Des changements importants par rapport à 1937 sont à noter : les exportations vers les pays à monnaies soutenues artificiellement ont augmenté (Allemagne + 156 millions de leva, Italie + 200 millions, Hongrie + 32 millions de leva) pendant que les exportations vers les pays à monnaies libres ont diminué (Royaume-Uni — 231 millions, Belgique — 37 millions, Palestine — 32 millions). En ce qui concerne les importations, la tendance est moins nette : les importations de la Grande Allemagne sont en réduction de 502 millions, alors que celles en provenance du Royaume-Uni sont en augmentation de 99 millions. La balance du commerce avec l'Allemagne est, pour les neuf mois, favorable de 28 millions, alors que celle des neuf premiers mois de 1937 était en déficit de 630 millions de leva ; les importations de la Grande Allemagne représentent 49% du total des importations, et les exportations vers la Grande Allemagne s'élèvent à 50%. (Les chiffres de 1937 ne sont pas comparables.)

La réduction des importations (269 millions de leva) est entièrement due à une diminution des importations de machines et d'armes (264 millions de leva).

L'appendice V donne le détail des exportations par marchandises : l'exportation des céréales, graines oléagineuses et peaux a considérablement diminué ; cette réduction a été compensée par une amélioration des ventes de tabacs, fruits et légumes. L'interdiction de sortie de céréales et fourrages (*cf.* plus loin) a également exercé son influence.

#### V. AGRICULTURE

Aucun renseignement officiel n'a encore été donné sur les récoltes de l'année. Toutefois, des chiffres semi-officiels ont été fournis par la Direction des céréales estimant la récolte de blé de 1938 à 1.664.000 tonnes, contre 1.582.000 pour l'année dernière, ce qui classerait cette récolte au deuxième rang des plus importantes récoltes d'après guerre. Néanmoins, si l'on ne tient pas compte seulement du blé mais aussi du seigle et du méteil, la récolte totale de 1938 (estimée à 1.948.000 tonnes) serait inférieure à celle de 1937 (2.039.000).

Par contre, les récoltes de printemps, en y comprenant le fourrage et les graines oléagineuses, sont estimées très inférieures à celles de l'année précédente ; il en est de même pour les perspectives de récoltes de tabac, dont, toutefois, la qualité s'annoncerait devoir être bonne. Les restrictions d'exportation de fourrage et de produits alimentaires signalées dans le précédent rapport, page 5, ont été en partie rapportées et les prohibitions imposées à l'exportation des mélasses, du tournesol et des tourteaux supprimées. L'élévation des prix de certaines céréales et denrées alimentaires (donné ci-dessous), témoigne de l'insuffisance de leur production.

	Prix du mois d'août	
	1937	1938
Prix de détail	%	%
Haricots . . . . .	7,56	11,50
Pommes de terre . . . . .	2,58	5,58
Oignons . . . . .	2,19	6,92
Prix de gros		
Orge . . . . .	2,61	3,28
Maïs . . . . .	2,43	3,44
Avoine . . . . .	2,54	3,84

La publication des chiffres du recensement de 1934 permet d'extraire des renseignements intéressants sur le cheptel dans les villages :

Années	Nombre de fermes	Superficie exploitée (hectares)	Chevaux, mulets, ânes	Bétail et buffles	Moutons	Chèvres	Volaille
1926 . . . . .	668,4	4.071,2	573,2	2.101,5	8.095,3	1.147,5	8.566,1
1934 . . . . .	798,7	4.171,6	640,9	1.773,9	8.320,6	851,5	11.168,1
Différence . . . . .	+ 130,3	+ 100,4	+ 67,7	- 327,6	+ 225,3	- 296,0	+ 2.602,0
% . . . . .	+ 19,5	+ 2,5	+ 11,8	- 15,5	+ 2,8	- 25,8	+ 30,3

La diminution du bétail est particulièrement remarquable. Il est difficile de dire si elle est due à la crise économique ou à des conceptions nouvelles d'emploi du bétail. Les bœufs de trait ont tendance à être remplacés par les vaches, qui donnent du lait ; il semble, en outre, que le paysan a avantage, du fait que les impôts sur la viande sont lourds, à vendre et à exporter le fourrage et les céréales avec lesquelles il nourrissait son bétail. Toutefois, le nombre total des bêtes de trait (chevaux, mulets, bœufs et vaches) employées au travail, est demeuré sensiblement sans changement pendant la période envisagée.

## VI. COOPÉRATIVES

Les renseignements préliminaires sur l'activité des coopératives en 1937 font ressortir une augmentation du nombre des coopératives actives de 3.053 fin de 1936 à 3.179 fin de 1937 et du nombre des membres de 810.000 à 850.000. Le bilan global indique un profit net de 154,6 millions de leva et une perte nette de 82,6 millions (contre 148,1 et 79,7 l'année dernière). Malheureusement, en ce qui concerne les coopératives des villages, la perte globale continue à dépasser le profit global, et l'on ne peut par conséquent conclure à une amélioration de la situation.

## VII. ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS BULGARES

### 1. Position au 30 septembre 1938 du compte bloqué de l'emprunt 1926.

	Leva
Produit net . . . . .	1.614.296.149
Dont mis à la disposition du service d'établissement . . . . .	1.612.824.302
Solde en dépôt à la Banque nationale . . . . .	1.471.847

### 2. Rendement des revenus gagés.

Chapitres du budget	Encaissements			1/12 des évaluations budgétaires
	Juillet	Août	Septembre	
(En millions de leva.)				
11. Accise sur le sel étranger, le café et autres marchandises et boissons étrangères . . . . .	11,0	11,6	14,2	10,8
12. Accise sur le vinaigre, la bière, l'acide carbonique et autres boissons indigènes, et accise sur l'alcool . . . . .	11,0	10,7	9,1	4,4
15. Accise sur le sel. . . . .	5,1	4,0	4,1	3,1
16. Accise sur le sucre et la glucose . . . . .	25,6	32,7	18,1	26,3
17. Accise sur le riz, la benzine, le pétrole et le gasoil . . . . .	4,1	3,0	3,6	3,3
37. Allumettes . . . . .	8,1	10,0	9,8	7,3
62. Intérêts versés par les réfugiés pour emprunts accordés sur ressources provenant d'emprunt des réfugiés. . . . .	2,1	0,1	0,1	0,7
Total . . . . .	67,0	72,1	59,0	55,9

Les versements des réfugiés affectés au remboursement des dépenses d'établissement ont atteint les montants ci-après (leva) :

	Juillet	Août	Septembre	Antérieurs	30 septembre 1938
Intérêts . . . . .	2.109.789	66.622	81.301	19.792.684	22.050.396
Amortissement . . . . .	41.436	217.518	62.739	30.648.119	30.969.812
Total . . . . .	2.151.225	284.140	144.040	50.440.803	53.020.208

Il est rappelé que toutes poursuites de recouvrement forcé des dettes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1931 ont été suspendues jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1939 par un décret du 4 août 1938.

3. *Utilisation de l'emprunt.*

	Leva
Les engagements restant à régler au 30 septembre 1938 s'élèvent à . . .	3.447.374
Pour y faire face, la Direction générale de la Dette publique dispose de :	
Banque nationale, compte « Commissariat » . . . . .	1.471.847
Banque nationale . . . . .	1.975.527
	<u>3.447.374</u>

VIII. EMPRUNT DE STABILISATION 7½% 1928

1. *Position au 30 septembre 1938 du compte bloqué de l'emprunt.*

	Leva
Produit net . . . . .	3.370.065.553
Dont mis à la disposition des administrations . . . . .	3.370.065.553
Compte soldé . . . . .	—

2. *Rendement des revenus gagés (douanes).*

	(En millions de leva.)			
	Juillet	Août	Septembre	1/12 des évaluations budgétaires
	73,7	86,5	93	80,3

3. *Utilisation du produit de l'emprunt.*

I. *Chemins de fer et ports.*

	Leva
La totalité de cette tranche s'est montée à . . . . .	672.300.000
Dont mis à la disposition de la Direction des Chemins de fer au 30 septembre 1938. . . . .	672.300.000
	<u>672.300.000</u>
Somme aux mains de l'Administration : 1.487.349 leva <sup>1</sup> .	

II. *Routes et ponts.*

La totalité de cette tranche s'est montée à . . . . .	182.031.732
Dont engagés au 30 septembre 1938. . . . .	181.844.182
	<u>182.031.732</u>
Solde non engagé . . . . .	187.550
Reste à payer sur engagements opérés . . . . .	—
Somme aux mains de l'Administration : 187.550 leva.	

<sup>1</sup> Le solde provient d'un bénéfice de change réalisé sur des fournitures provenant de l'étranger.

### Appendice I

#### a) RÉSULTATS PROVISOIRES DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1938 COMPARÉS AUX RÉSULTATS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS

	Données annuelles			Résultats provisoires 1 <sup>er</sup> janv.-30 sept. 1938			
	Résultats définitifs		Prévisions budgétaires 1938	1937	1938		
	1936	1937			9/12 des prévisions 1938	Effectives	%
RECETTES							
(En millions de leva.)							
<b>A. Budget de l'Etat.</b>							
<b>I. Recettes fiscales :</b>							
1. Impôts directs . . . . .	526,8	589,9	576	427,2	432	444,6	102,9
2. Impôts indirects :							
Douanes . . . . .	956,2	1.123,6	1.093	801,8	819,7	806,1	98,3
Accises . . . . .	1.350,6	1.513,4	1.447,2	1.084,9	1.085,4	1.205,3	111
Enregistrement . . . . .	94,9	110,5	108	78,2	81	89	109,8
Timbre . . . . .	362,1	449,8	420	326,5	315	357	113,3
3. Amendes et confiscations . . . . .	78,7	76,5	71	53,3	53,2	69,3	130
4. Monopoles . . . . .	124,2	134,1	132	96,9	99	104,7	105,7
5. Exercices clos . . . . .	275,2	239,1	230	179	172,5	138,5	80,2
Total I. . . . .	3.768,7	4.236,9	4.077,2	3.047,8	3.057,8	3.214,5	105,1
<b>II. Autres recettes :</b>							
6. Entreprises d'Etat . . . . .	602,4	674,9	720,5	484,7	542,7	541,9	99,8
7. Participation des communes aux appointements des instituteurs et des médecins . . . . .	407,3	503,4	466	354,9	349,5	359	102,7
8. Recettes administratives et autres. . . . .	826,7	1.023,7	1.031,8	767	773,8	868,8	112,2
<b>III. 9. Recettes extraordinaires</b>							
10. Ressources d'emprunts	150,2	807,9	393,6	319,6	295,2	297,5	100,7
	298,5	24,6	96,5	13,4	82,4	30,8	37,3
<b>IV. Recettes d'ordre :</b>							
11. Reprise en recettes des soldes non transférés de la dette publique extérieure . . . . .	414,9	407,9	414,4	247,9	310,8	262,1	84,3
Total I-IV . . . . .	6.468,7	7.679,3	7.200,0	5.235,3	5.412,2	5.574,6	103,0
Total des recettes réelles (sans n° 11) . . . . .	(6.053,8)	(7.271,4)	(6.785,6)	(4.987,4)	(5.101,4)	(5.312,5)	(104,1)
<b>B. Chemins de fer et ports . . . . .</b>							
	1.362,2	1.668,8	1.877,4	1.186,3	1.440,8	1.520,3	105,5
Total général . . . . .	7.830,9	9.348,1	9.077,4	6.421,6	6.853,0	7.094,9	103,5
Total général, non compris n° 11.	(7.416,0)	(8.940,2)	(8.663,0)	(6.173,7)	(6.542,2)	(6.832,8)	(104,6)

	Données annuelles			Résultats provisoires 1 <sup>er</sup> janvier-30 septembre		
	Résultats définitifs		Prévisions budgétaires	1937	1938	
	1936	1937			1938	Dépenses effectives
<b>DÉPENSES</b>						
	(En millions de leva.)					
<b>A. Budget de l'Etat.</b>						
1. Pouvoir suprême . . . . .	36,9	38,8	52,5	28,6	33,2	38,6
2. Dette publique . . . . .	2.009,0 <sup>1</sup>	2.106,3	1.917	1.483,8	1.595,8	1.448,5
3. Cours des comptes . . . . .	19,1	19,9	21,1	14,7	14,8	15,7
4. Affaires étrangères :						
a) Ministère . . . . .	94,8 <sup>2</sup>	84,1	91,8	57,7	62,4	67,8
b) Cultes . . . . .	70,6	71,1	72	53	52,3	53,7
5. Intérieur et Santé publique :						
a) Administration et Po- lice . . . . .	276,1	315,5	332,5	205,3	220,7	244,3
b) Direction générale de la Santé . . . . .	177,6	192,5	199,5	113	112,2	146,4
6. Instruction publique . . . . .	849,4	879,2	917,8	639,9	649,6	683,5
7. Finances . . . . .	194,9	248,2	218,5	168,1	154,5	160,5
8. Justice . . . . .	162,7	180,5	175	126,2	123,6	130
9. Guerre . . . . .	1.318,6 <sup>3</sup>	1.798,4	1.820,6	1.122,4	1.164,9	1.364
10. Commerce . . . . .	65,1	74,2	78	50,8	49,6	57
11. Agriculture . . . . .	297,4	324	372,5	208,9	247,5	266,7
12. Travaux publics :						
a) Direction générale des Travaux publics . . . . .	131,1	160,6	243,1	99,9	141,3	157,4
b) Direction générale de la Prestation . . . . .	126,6 <sup>4</sup>	158,4	146,5	99,8	100,5	109
13. Ministère des Chemins de fer et P. T. T. :						
a) Service policier mari- time et fluvial . . . . .	40,5	43	50,6	26,1	31,2	37
b) Direction générale des P. T. T. . . . .	212,8	247,3	316	171,2	191,5	206,9
c) Direction de l'Aviation .	99,3 <sup>5</sup>	143,2	175	59,8	87,9	127
Sur crédits extraordinaires et supplémentaires . . . . .	4,5	1,9	—	8,5	12,4	—
Dépenses en souffrance . . . . .	—	—	—	504	485,7	—
<b>Total A . . . . .</b>	<b>6.187,0</b>	<b>7.087,2</b>	<b>7.200,0</b>	<b>5.241,7</b>	<b>5.531,7</b>	<b>5.314,0</b>
<b>B. Budget des Chemins de fer :</b>						
a) . . . . .	1.361,3	1.619,6	1.859,4	1.113,3	1.361,4	1.400,0
b) Dépenses en souffrance . .	—	—	—	68,9	144	—
<b>Total B . . . . .</b>	<b>1.361,3</b>	<b>1.619,6</b>	<b>1.859,4</b>	<b>1.182,2</b>	<b>1.505,4</b>	<b>1.400,0</b>
<b>Total général . . . . .</b>	<b>7.548,3</b>	<b>8.706,8</b>	<b>9.059,4</b>	<b>6.423,9</b>	<b>7.037,1</b>	<b>6.714,0</b>
Total général, non compris les dé- penses correspondant aux soldes non transférés de la dette pu- blique . . . . .	(7.133,5)	(8.298,9)	(8.645,0)	(6.176,0)	(6.775,0)	(6.403,2)
<b>Excédent . . . . .</b>	<b>+ 282,7</b>	<b>+ 641,3</b>	<b>+ 182,0</b>	<b>— 2,3</b>	<b>+ 57,0</b>	<b>+ 139,0</b>

<sup>1</sup> Dont 46,9 sur crédits supplémentaires.

<sup>2</sup> Dont 9,8 sur crédits supplémentaires.

<sup>3</sup> Dont 180 sur crédits supplémentaires.

<sup>4</sup> Dont 22 sur crédits supplémentaires.

<sup>5</sup> Dont 40 sur crédits supplémentaires.

## Appendice I (suite)

## b) RÉSULTATS MENSUELS DES TROIS DERNIERS MOIS

	1938	Juillet		Août		Septembre	
	1/12 du budget autorisé	1937	1938	1937	1938	1937	1938
RECETTES (En millions de leva.)							
A. Budget de l'Etat.							
I. Recettes fiscales :							
1. Impôts directs . . . .	48	52,7	48,4	37,0	41,1	50,9	46,5
2. Impôts indirects :							
Douanes . . . . .	91,1	89,3	84,6	88,2	98,1	97,9	107,1
Accises . . . . .	120,6	139,8	130,7	126,8	154,7	138,4	148,9
Enregistrement . . .	9	8,9	8,7	7,9	13,5	8,3	9,9
Timbre . . . . .	35	39,5	37,4	32,9	41,8	40,5	43,9
3. Amendes et confisca- tions . . . . .	5,9	4,2	8,6	3,6	7,9	6	6,4
4. Monopoles . . . . .	11	12,3	11,9	11,7	14,2	12,5	14,1
5. Exercices clos . . . .	19,2	14	9,2	15,9	9,3	7,8	8,7
Total I . . . . .	339,8	360,7	339,5	324,0	380,6	362,3	385,5
II. Autres recettes :							
6. Entreprises d'Etat . .	60,1	98,2	61,6	48,8	52,9	51,7	67,6
7. Participation des com- munes aux appointe- ments des institu- teurs et des médecins	38,8	46,6	49,7	37,8	41	35,8	32,8
8. Recettes administratives	86	89,3	82,2	50	58,5	82,4	92,2
Total II . . . . .	184,9	234,1	193,5	136,6	152,4	169,9	192,6
III. 9. Recettes extraordinaires . . . . .							
10. Ressources d'emprunts	32,8	10,7	1,5	30,6	0,7	167,1	92,4
	8	4,4	13,4	2,4	7,3	3,6	1,5
IV. Recettes d'ordre :							
11. Reprise en recettes des soldes non transférés de la dette publique extérieure . . . . .	34,5	8,9	44,7	23,3	4,1	23,8	41,5
Total . . . . .	600	618,8	592,6	516,9	545,1	726,7	713,5
Total des recettes réelles (sans les recettes d'ordre) .	(565,5)	(609,9)	(547,9)	493,6)	(541,0)	(702,9)	(672,0)
B. Chemins de fer et ports . . . . .							
	156,5	163,1	172,6	209,1	246,9	172,4	214,8
Total mensuel général . . .	756,5	781,9	765,2	726,0	792,0	899,1	928,3
Total mensuel, non compris les recettes d'ordre . . .	(722,0)	(773,0)	(720,5)	(702,7)	(787,9)	(875,3)	(886,8)
DÉPENSES							
A. Budget de l'Etat . . . . .							
	600	725,9	660,8	469,2	526,7	467,1	515,3
	155	196,9	169,9	131,1	189,6	150,8	210,2
B. Chemins de fer et ports . . . . .							
Total des dépenses . . . .	755	922,8	830,7	600,3	716,3	617,9	725,5
Dépenses en souffrance (+ ou — au cours du mois) .	—	+60,5	-10,3	- 3,9	+ 8,5	+127,0	+136,8
Total mensuel général . . .	755	983,3	820,4	596,4	724,8	744,9	862,3
Total mensuel, non compris les dépenses d'ordre . . .	(720,5)	(974,4)	(775,7)	(573,1)	(720,7)	(721,1)	(820,8)

**Appendice I (fin)**

**c) SITUATION DÉTAILLÉE ET COMPARÉE DES RECOUVREMENTS DES IMPÔTS DIRECTS  
POUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1938**

	Résultats 1 <sup>er</sup> janvier - 30 septembre				Prévisions 1938	
	1937	1938	+ ou -	% de 1938 par rapport à 1937	Quote-part exigible	% des recou- vremets par rapport à la quote-part exigible
	(En millions de leva.)					
Impôts cédulaires <sup>1</sup> . . . . .	286	316,3	+ 30,3	111	288,7	109
Impôt sur le revenu global . . . . .	7,4	10	+ 2,6	135	7,5	133
Impôt sur les brebis et les chèvres . . . . .	40,4	41,9	+ 1,5	104	41	102
Impôt sur l'exemption de la prestation . . . . .	40,4	34,8	- 5,6	87	40	87
Impôt militaire . . . . .	27,5	21	- 6,5	76	37,5	56
Impôt sur les successions . . . . .	25,5	20,6	- 4,9	81	27,7	74
<b>Total . . . . .</b>	<b>427,2</b>	<b>444,6</b>	<b>+ 17,4</b>	<b>104</b>	<b>442,4</b>	<b>100</b>
Impôts arriérés . . . . .	156	119,8	- 36,2	77	—	—
Amendes et intérêts de retard sur impôts arriérés . . . . .	27	26,3	- 0,7	98	—	—
<b>Total général . . . . .</b>	<b>610,2</b>	<b>590,7</b>	<b>- 19,5</b>	<b>97</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Y compris l'impôt sur les sociétés.

**d) SITUATION DE LA TRÉSORERIE, JUILLET-SEPTEMBRE 1938**

	Juillet	Août	Septembre
	(En millions de leva.)		
Solde au début du mois du compte du Trésor à la Banque nationale . . . . .	841,7	776,0	853,0
Budget de l'Etat et des Chemins de fer			
Encaissements . . . . .	765,2	792,0	928,3
Décaissements . . . . .	830,7	716,3	725,5
	— 65,5	+ 75,7	+ 202,8
Ressources extrabudgétaires :			
Diverses . . . . .	— 0,2	+ 1,3	— 89,4
Emission de bons du Trésor . . . . .	—	—	—
Solde en fin du mois du compte du Trésor . . . . .	776,0	853,0	966,4
Paiements exigibles en souffrance (non compris les dettes à long terme consolidées ou en suspens) . . . . .	484,3	492,9	629,7
<b>Solde . . . . .</b>	<b>291,7</b>	<b>360,1</b>	<b>336,7</b>

## Appendice II

### ARTICLE 120 a) DE LA LOI SUR LE BUDGET, LA COMPTABILITÉ ET LES CONTRATS (du 26 février 1936)

Dans des cas exceptionnels (affaires de compensation et autres), le Conseil des ministres peut attribuer le marché ou l'exécution de fournitures ou de travaux, ainsi que leur réception, sans tenir compte des dispositions de la présente loi ou d'une autre loi, ainsi que libérer les parties contractantes avec l'Etat de tous impôts, taxes, droits, frais de timbre et autres sur la base de n'importe quelle loi. Cette attribution est faite par une commission nommée par le Conseil des ministres et comprenant un haut fonctionnaire de la Cour de cassation, un de la Haute Cour des comptes, un de la Banque nationale de Bulgarie et un ou deux représentants du ministère intéressé, ainsi que le chef de la Section du budget et du contrôle du même ministère.

Les marchés de travaux ou fournitures ainsi conclus doivent être approuvés par le Conseil des ministres.

Les engagements découlant de ces marchés peuvent, par décision du Conseil des ministres, être payés dans un délai dépassant trois exercices budgétaires.

## Appendice III

### SITUATION DE LA BANQUE NATIONALE DE BULGARIE EN 1936, 1937 ET 1938

ACTIF	15 octobre 1936	15 octobre 1937	15 juillet 1938	15 octobre 1938
Or monnayé et non monnayé . . . . .	1.616	1.871	1.994	2.003
Devises . . . . .	513	549	834	734
Monnaies divisionnaires . . . . .	357	251	666	463
Portefeuille et avances de commerce . . . . .	636	1.214	549	770
Bons du Trésor . . . . .	1.185	385	385	400
Dette de l'Etat . . . . .	2.671	3.523	3.468	3.468
Placements . . . . .	306	373	396	436
Autres avoirs . . . . .	294	298	245	289
<b>Total . . . . .</b>	<b>7.578</b>	<b>8.464</b>	<b>8.537</b>	<b>8.563</b>
<b>PASSIF</b>				
Capital versé et réserve . . . . .	1.742	1.705	1.700	1.691
Billets de banque en circulation . . . . .	2.680	3.004	2.421	3.148
Comptes courants et de dépôts . . . . .	2.122	3.037	3.784	3.145
Dont de banques . . . . .	(794)	(1.472)	(2.316)	(1.269)
Exigibilités en devises . . . . .	80	124	152	45
Autres exigibilités . . . . .	954	594	479	534
Couverture (%) . . . . .	32,23	30,96	32,14	31,83
Taux de l'escompte . . . . .	6	6	6	6
Circulation totale . . . . .	3.965	4.390	3.628	4.558



### Appendice IV

#### SITUATION DES BANQUES PRIVÉES EN BULGARIE AUX 31 DÉCEMBRE 1931 31 DÉCEMBRE 1934 ET 31 DÉCEMBRE 1937

ACTIF	31 décembre 1931	31 décembre 1934	31 décembre 1937
Caisse et Banque nationale . . . . .	710,9	529,5	496,4
Autres banques . . . . .	582,2	147,9	166,9
Effets escomptés . . . . .	1.792,3	1.150,5	1.872,2
Avances . . . . .	2.533,0	1.785,1	1.437,9
Gages . . . . .	409,7	283,0	512,6
Placements . . . . .	250,0	244,7	382,0
Immeubles et mobiliers . . . . .	282,2	256,7	250,9
Contentieux et effets protestés . . . . .	439,0	637,2	359,2
Divers . . . . .	267,9	397,8	711,8
Pertes . . . . .	53,6	37,2	37,6
<b>Total . . . . .</b>	<b>7.320,7</b>	<b>5.469,5</b>	<b>6.227,7</b>
<b>PASSIF</b>			
Capitaux . . . . .	1.376,2	1.124,0	871,3
Dépôts d'épargne . . . . .	1.886,3	1.238,6	1.411,7
Dépôts commerciaux . . . . .	1.985,8	1.400,3	1.477,2
Autres créditeurs . . . . .	591,6	590,7	447,5
Banques . . . . .	88,6	48,3	40,6
Réescompte . . . . .	400,8	257,8	717,5
Gages . . . . .	409,7	283,0	512,6
Succursales . . . . .	203,9	180,4	242,7
Divers . . . . .	307,4	330,8	462,1
Profit . . . . .	70,5	15,6	44,5
<b>Total . . . . .</b>	<b>7.320,7</b>	<b>5.469,5</b>	<b>6.227,7</b>

### Appendice V

#### EXPORTATIONS DES PRINCIPALES ESPÈCES DE MARCHANDISES

Principales espèces de marchandises	Janvier-Septembre					
	1938	1937	1938	1937	Différence	
	Quantités		Valeur en milliers de leva		Quantités	Valeur
Gros bétail à cornes, nombre	7.243	11.041	30.693	41.963	— 3.798	— 11.270
Porcs vivants, nombre . . .	11.537	4.302	33.992	8.964	+ 7.235	+ 25.028
Œufs, tonnes . . . . .	12.026	13.689	320.668	293.292	— 1.663	+ 27.376
Froment, tonnes . . . . .	109.410	121.601	360.657	428.463	— 12.191	— 67.806
Orge, tonnes . . . . .	500	20.188	1.565	46.702	— 19.688	— 45.137
Maïs, tonnes . . . . .	58.614	92.262	150.873	162.069	— 33.648	— 11.196
Haricots secs, tonnes . . .	4.213	20.792	22.118	114.331	— 16.579	— 92.213
Fraises mi-conservées, tonnes	6.449	2.774	72.620	30.767	+ 3.675	+ 41.853
Soya, tonnes . . . . .	2.050	4.135	12.390	22.739	— 2.085	— 10.349
Semences de tournesol, tonnes . . . . .	10.382	23.486	41.192	73.217	— 13.104	— 32.025
Tabac en feuilles, tonnes . .	19.991	15.035	1.357.183	1.077.026	+ 4.956	+ 280.157
Huile de tournesol, tonnes .	23	4.552	298	51.483	— 4.529	— 51.185
Essence de roses, kilos . . .	1.315	1.564	39.807	39.263	— 249	+ 544
Peaux d'agneau, brutes, tonnes . . . . .	869	1.738	61.675	153.338	— 869	— 91.663
Raisins frais, tonnes . . . .	23.202	17.088	221.686	119.504	+ 6.114	+ 102.182
Pommes fraîches, tonnes . .	3.040	328	26.166	2.374	+ 2.712	+ 23.792
Prunes fraîches, tonnes . .	7.909	125	44.833	392	+ 7.784	+ 44.441





